



Déclaration du Conseil syndical : Gagner, c'est possible !

Déclaration du Conseil Syndical de Solidaires Finances Publiques pour le retrait des projets de géographie revisitée et de démétropolisation.

Après une nouvelle journée réussie, gagner c'est possible

Réuni au lendemain de la journée de grève intersyndicale du 16 septembre, le Conseil syndical de Solidaires Finances Publiques salue la forte implication des personnels, et ayant conduit à des taux de grève très significatifs. Cette journée est marquée par un niveau de mobilisation exceptionnel, fruit d'un travail de terrain remarquable des sections, des militantes et des militants.

D'ores et déjà, dans plusieurs départements, les personnels réunis en assemblée générale sont en grève reconductible.

L'engagement sans faille et la grève du 16 septembre ont permis de voir des brèches s'ouvrir dans les projets destructeurs de ce gouvernement. La suspension de l'expérimentation des agences comptables et la prolongation du délai donné à la pseudo-concertation engagée au lendemain de la publication des cartes, le démontrent.

Poursuivre et amplifier notre combat juste et légitime : une nécessité !

Le Conseil Syndical de Solidaires Finances Publiques appelle les personnels:

- à amplifier, avec leurs organisations syndicales, le mouvement sous toutes les formes possibles décidées collectivement et démocratiquement, y compris par la grève.
- à continuer à mettre en évidence les conséquences négatives que va avoir cette destruction méthodique de notre administration et de son réseau, tant pour les usager.es que pour les collectivités locales et les agent.es.
- à multiplier les initiatives de mises en visibilité de notre mouvement de contestation, par des actions diverses et collectives auprès des citoyen.nes et des élu.es locaux et nationaux.
- à faire de tous les mardi à venir, à compter du 24 septembre, des moments nationaux d'actions collectives.
- à organiser, dans toutes les directions, une votation permettant de démontrer que le plan Darmanin/Fournel est massivement rejeté par les agentes et les agents au-delà des résultats de la grève et des suites qui y sont données.

Le travail d'analyse et d'interpellation des élu.es a déjà permis d'avoir le soutien d'un grand nombre d'entre eux dans les différentes mobilisations. Cette réaction des élu.es, qui rejettent pour un nombre de plus en plus significatif d'entre eux le projet de nouveau réseau de proximité, met clairement le gouvernement et la DGFIP en difficulté. Elle discrédite les discours de nos responsables selon lesquels l'adhésion des élu.es serait sans faille.

Le Conseil Syndical de Solidaires Finances Publiques appelle à poursuivre, avec détermination et sans relâche, ce travail de sensibilisation et de conviction.

Notre combat est juste et légitime. Il porte l'exigence d'un service public au service de l'intérêt général, au plus proche des citoyennes et des citoyens. Plus encore, les agent.es des Finances Publiques doivent être considérés à la hauteur de leur engagement, des efforts d'adaptation accomplis depuis des années, et non pas être méprisés et pris pour des pions. Leurs revendications en matière de conditions de travail, de rémunération, et de droits et de garanties doivent être satisfaites sans délai en même temps que les projets de géographie revisitée et de démétropolisation doivent être abandonnés. Solidaires Finances Publiques exige l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'avenir de la DGFIP et celui de ses personnels.